



**DEPARTEMENT DES
PYRENEES-ORIENTALES**

COMMUNE DE PEZILLA-LA-RIVIERE

ARRETE MUNICIPAL N° 2026/198
réservant un espace à l’affichage d’opinion et à la publicité relative aux activités
des associations sans but lucratif

Le Maire de la Commune de PEZILLA-LA-RIVIERE -66370-,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 581-13, R 581-2 et R 581-3 modifié par décret 2012-118 du 30 janvier 2012 ;

Vu l'article R 581-2 du code de l'environnement ;

Vu les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes, destinées à assurer la protection du cadre de vie ;

Vu le code Pénal ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 581-13 du Code de l'environnement, le Maire détermine, par arrêté, les emplacements destinés à l’affichage d’opinion ainsi qu’à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif ;

CONSIDÉRANT qu'aucune redevance ou taxe ne peut être perçue à l'occasion de cet affichage ou de cette publicité ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations, en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'un arrêté relatif à l’affichage d’opinion, les infractions qui pourraient être relevées échappent aux sanctions édictées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'implanter des mobiliers urbains destinés à l'information municipale et que l'implantation de ces panneaux doit être portée à la connaissance de la population ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 581-3 du même code, les emplacements doivent être répartis de manière à ce que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de déterminer les emplacements concernés sur le territoire communal et d'assurer le respect des obligations réglementaires en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : Trois panneaux sont implantés sur le territoire communal pour l’affichage d’opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Article 2 : Les panneaux sont implantés aux emplacements suivants :

- 2 panneaux de 2 m² sur la façade du centre culturel, côté avenue du Canigou**
- 1 panneau de 2 m² sur la façade du centre culturel, côté rue Ferdinand José**

La surface totale réservée à l’affichage libre est de 6m².

Article 3 : Aucune redevance ou taxe n'est perçue à l'occasion de cette publicité ou de cet affichage.

Article 4 : La mise en place d'affichage à l'aide de colle est proscrite.

Article 5 : L'affichage en dehors des panneaux d'affichage libre est interdit et sera poursuivi conformément aux lois en vigueur.

Article 6 : L'utilisation de ces panneaux d'affichage libre à des fins autres que celles mentionnées en article 1 est interdite. Si la commune constate un non-respect des dispositions de l'article 1 ou si elle estime que dans le cadre de l'affichage d'opinion libre, les affichages sont discriminatoire, diffamatoire, raciale, sexuelle, ... ou de nature à compromettre la tranquillité publique ou à porter atteinte aux bonnes mœurs, la municipalité se réserve le droit d'enlever ces affichages et de poursuivre les auteurs.

Article 7 : Les associations, les personnes morales ou physiques, utilisant les panneaux mentionnés à l'article 2 ne devront pas laisser en place, plus d'un mois, leur affichage. Elles sont tenues d'enlever eux-mêmes leur affichage sous peine de poursuites pour non-respect du présent arrêté municipal. Une mise en demeure pourra leur être adressée avant d'éventuelles poursuites.

Article 8 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance des administrés par voie de publication (ou d'affichage) et copie en sera adressée à M. le Préfet des P-O

à PEZILLA-LA-RIVIERE, le 16 octobre 2026



Le Maire,

Nathalie PIQUÉ

Transmis en Préfecture le :

Affiché le :

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours directement devant le tribunal administratif de Montpellier situé 6 rue Pitot 34000 Montpellier, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le tribunal administratif peut être saisi via le site www.telerecours.fr.